

Dreizehnte Sitzung – Treizième séance**Donnerstag, 24. Juni 1982, Vormittag****Jeudi 24 juin 1982, matin**

8.00 h

Vorsitz – Présidence: Frau Lang

81.077

**Krankenpflegeschulen. Bundesbeitrag
Ecoles de personnel soignant. Subventions**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 25. November 1981 (BBI III 1117)

Message et projet d'arrêté du 25 novembre 1981 (FF III 1085)

Beschluss des Ständerates vom 4. März 1982

Décision du Conseil des Etats du 4 mars 1982

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

M. de Chastonay, rapporteur: C'est à l'unanimité que votre commission, ayant siégé le 26 mai dernier à Berne, a décidé l'entrée en matière sur le nouvel arrêté fédéral prorogeant celui du 24 avril 1972 qui alloue des subventions aux écoles de personnel soignant reconnues. Alors que la durée générale de validité de l'arrêté en question est prolongée jusqu'au 31 décembre 1983, l'article 6 concernant l'Ecole supérieure d'enseignement infirmier de la Croix-Rouge sera prorogé, lui, jusqu'au 31 décembre 1985.

Pourquoi cette prolongation, pourquoi cet échelonnement dans le temps? Vous vous rappelez qu'au 1^{er} janvier 1982, ces subventions devaient passer à la charge des cantons selon le projet de nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et ces derniers. Les cantons ont donné leur accord de principe à cette prise en charge, les problèmes de la santé publique relevant en tout premier lieu de leur compétence. Il vous souvient également qu'il ne nous a pas été possible, dans les délais prévus, de mettre sur pied la législation fixant cette répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. D'autre part, il n'a pas été possible à ceux-ci d'élaborer à temps toutes les questions inhérentes au transfert à leur charge des subventions fédérales, la nature, la variété, la diversité des écoles de personnel soignant obligeant en quelque sorte les cantons à collaborer entre eux, notamment par la voie concordataire.

Les accords intercantonaux n'ayant pas pu être préparés et dans le but d'éviter l'apparition d'un vide législatif qui aurait pour conséquence d'entraîner la suppression pure et simple de l'octroi de la manne fédérale aux écoles de personnel soignant et à l'Ecole supérieure d'enseignement infirmier de la Croix-Rouge, force nous est, comme l'a fait le Conseil des Etats le 4 mars 1982, de proroger la validité de l'arrêté du 24 avril 1972, qui arrive à échéance le 31 décembre 1981.

Le Conseil fédéral a estimé qu'une prorogation de deux ans de la validité de l'arrêté sur les subventions en faveur des écoles de personnel soignant était largement suffisante pour permettre aux cantons de s'entendre sur la matière. Ce délai, selon la Conférence des directeurs cantonaux des affaires sanitaires, doit aussi donner le temps nécessaire

pour permettre la mise sur pied de la nouvelle répartition des tâches, de manière à éviter qu'un canton n'ait à supporter des charges financières excessives qui pourraient entraîner une réduction fort peu souhaitable des prestations. Dans ce même ordre d'idée et pour permettre à la Croix-Rouge de continuer à former ses cadres dans ses écoles de Lausanne et de Zurich, pour lui permettre également de mener à bien un assainissement de sa situation à l'aide de fonds autres que ceux de la Confédération, dans le cadre également de l'instauration d'une meilleure collaboration avec les cantons, votre commission, suivant l'avis du Conseil fédéral, vous propose une prorogation de la validité de l'article 6 de l'arrêté jusqu'au 31 décembre 1985. Lors de sa séance, la commission a pris acte du fait qu'actuellement la Confédération verse près de 4 millions de francs aux écoles de personnel soignant et à l'école de la Croix-Rouge. Je vous renvoie d'ailleurs, à ce sujet, au chiffre 2 du message du Conseil fédéral, du 25 novembre 1981.

Il faut, cependant, considérer que depuis quelques années la pénurie de personnel soignant devient de plus en plus aiguë. Lorsqu'on sait qu'en 1980, dans notre pays, l'un des plus «médicalisés» d'Europe, un Suisse sur sept a fait un séjour en milieu hospitalier et que la durée moyenne de ce séjour est en augmentation, à l'exception peut-être des cliniques psychiatriques où l'on tend à réduire le nombre et la durée des hospitalisations, on mesure d'emblée qu'à ces augmentations ne correspondent pas toujours celles des effectifs du personnel soignant indigène; cela pour diverses raisons qui, dans la majeure partie des cas, tiennent plus à des problèmes de structure et de qualité de l'enseignement qu'aux exigences posées par l'employeur dans l'exploitation de l'établissement hospitalier, aux problèmes de nature psychologique qu'à des questions ne relevant que de la personnalité des collaborateurs et collaboratrices appelés à donner des soins aux malades.

Nous savons – il convient peut-être de le rappeler – que l'amélioration de cette situation ne saurait passer que par la seule et unique voie des subventions fédérales puisqu'elle est avant tout l'affaire des cantons.

Dans ses discussions, votre commission a également abordé le problème des compétences de la Confédération en matière de surveillance et de contrôle de l'enseignement prodigué par l'Ecole supérieure de l'enseignement infirmier de la Croix-Rouge, compétences que certains aimeraient lier au subventionnement dont la prorogation est requise. A ce sujet, nous avons pris note du fait que la base constitutionnelle pour l'octroi des subventions à la Croix-Rouge ne reposait pas sur l'article 34^{er} de la constitution sur la formation professionnelle qui relève de l'OFIAMT, mais sur l'article 69 de notre charte fondamentale qui traite des mesures à prendre pour lutter contre les maladies. Cet article justifie le versement des subventions, sans en même temps comporter une compétence directe de surveillance ou de contrôle dans un domaine qui est d'ailleurs réservé aux cantons.

Enfin, et ce sera ma conclusion: à ceux ou celles qui entendent émettre des réserves quant à la qualité de l'enseignement prodigué par l'école de la Croix-Rouge, je rappelle que, depuis 1976, une convention a été passée entre la Croix-Rouge suisse et les cantons. Elle donne à ces derniers un droit de regard et un certain pouvoir de contrôle en matière de formation du personnel soignant, médico-technique ou médico-thérapeutique.

Il convient peut-être de souhaiter ici que l'on puisse mettre à profit le délai du 31 décembre 1985 pour affiner encore la qualité de la collaboration cantonale en faveur de ces deux écoles supérieures de la Croix-Rouge suisse.

Voilà pourquoi, au nom de la commission unanime, je vous propose d'entrer en matière sur le projet et d'en accepter intégralement le texte tel que propose le Conseil fédéral.

Frau Ribbi, Berichterstatterin: Beim vorliegenden Bundesbeschluss gibt es von der Sache her wenig zu sagen. Es handelt sich – wie Sie bereits vom Herrn Präsidenten der Kommission gehört haben – lediglich um die Verlängerung

eines Subventionsbeschlusses aus dem Jahre 1972, der bis zum 31. Dezember 1982 befristet war. Ursprünglich wollte ihn der Bundesrat auf diesen Termin hin ersatzlos auslaufen lassen. Die Kantone hatten sich im Rahmen der ersten Vernehmlassung zur Aufgabenteilung bereit erklärt, auf diese Subventionen zu verzichten und die Kosten für die Ausbildung von Krankenpflegepersonal und für dessen Weiterbildung selbst zu tragen. Grundsätzlich teilen die Sanitätsdirektoren diese Auffassung auch heute noch, obwohl zurzeit noch nicht restlos abzusehen ist, wieweit die Aufgabenteilung Bund/Kantone schliesslich in der ursprünglichen Fassung Wirklichkeit werden wird. Es ist deshalb verständlich, dass die Sanitätsdirektoren an den Bundesrat das Begehren gestellt haben, er möchte den Bundesbeschluss bis zum Vorliegen der definitiven Regelung verlängern. In der Botschaft sieht der Bundesrat eine Verlängerung der Subventionierung anerkannter Krankenpflegesschulen bis zum 31. Dezember 1983 und für die Rotkreuzkaderschulen in Zürich und Lausanne bis zum 31. Dezember 1985 vor. Bei der Subventionierung der Krankenpflegesschulen handelt es sich um reine Bagatellbeiträge, die höchstens als Aufmunterungsbeiträge gewertet werden können. Ich gebe hierzu einige Vergleichszahlen:

Die vom Bund ausgerichtete Subvention beträgt pro Diplom 1600 Franken. Die Ausbildungskosten für den dreijährigen Lehrgang, der zu diesem Diplom führt, belaufen sich je nach Schule auf rund 35 000 bis 40 000 Franken ohne die während der ganzen Ausbildung zu bezahlenden Schülerlöhne. Die Subvention macht also lediglich 4 Prozent aus. Zählt man die Schülerlöhne dazu, sind es noch gute 2 Prozent. Dabei werden die meisten Schulen bis zu 90 Prozent von Kantonen oder Gemeinden subventioniert. Die Bundessubvention wird geleistet, ohne dass der Bund direkt auf ihre Verwendung Einfluss nehmen könnte.

Bei der zweiten Subvention, der Subvention an die Kaderschule, übernimmt der Bund 50 Prozent des Defizits dieser Schule, was 1981 rund 800 000 Franken ausmachte.

Der Ständerat hat der Vorlage am 4. März einstimmig zugestimmt, und auch die nationalrätliche Kommission empfiehlt Ihnen einstimmig Annahme, in der Meinung, es handle sich in dieser Form um eine letzte Verlängerung.

Gestatten Sie mir hier noch einige Bemerkungen. Sie geben die zahlreichen kritischen Stimmen wieder, die in der Kommission aus allen Fraktionen laut geworden sind. Ohne Zweifel herrscht nach wie vor ein akuter Personalmangel in den Spitälern, dies vor allem im Bereich der Pflege von Langzeitpatienten und Chronischkranken. Dies ist nicht zuletzt darauf zurückzuführen, dass die Anerkennung der anderhalb- oder zweijährigen Ausbildung zur Krankenpflegerin oder zum Krankenpfleger mit Fähigkeitsausweis des Roten Kreuzes einen langen, allzu langen Leidensweg durchlaufen musste. Die Auswirkungen dieser anfänglich äusserst negativen Einstellung des Schweizerischen Roten Kreuzes haben diesem Berufszweig einen so erschwerenden Start bereitet, dass er immer noch an der Zweitrangigkeit leidet. Dabei hat die Praxis gezeigt, wie wertvoll und unentbehrlich diese Berufsangehörigen für die Spitäler sind.

Der jahrzehntelange Streit in den Fragen des Eintrittsalters in den Krankenpflegeberuf, der auch heute noch nicht befriedigend gelöst ist, hat das Seine zur Verknappung beigetragen. Müssten die Schulen auch in Zukunft vom Bund mitsubventioniert werden, so wäre die Frage der Einflussnahme auf die Berufsbildungspolitik des SRK eingehend zu prüfen. Mit der seinerzeitigen Annahme des Bildungsartikels hätte diese Einflussmöglichkeit bestanden. Die Kompetenzen, die der Bund gemäss Artikel 34 BV auf dem Gebiet der beruflichen Ausbildung hat, sind ihm anlässlich entsprechender parlamentarischer Vorstösse für die Krankenpflegeberufe nicht gegeben worden, und zwar mit Rücksicht auf die Kantone, in deren Zuständigkeit das Gesundheitswesen liegt. Die Bundessubventionen sind aber geblieben. Allseitig wurde in der Kommission anerkannt, dass ein tüchtiges Kader wesentlich zur guten Ausbildung beitragen kann. Die beiden Kaderschulen Zürich und Lausanne erfuh-

ren hingegen nicht in allen Belangen eine positive Beurteilung. Man konnte sich des Eindrucks nicht erwehren, dass hier eine zu hoch geschraubte, oft zu wenig auf die Praxis bezogene Ausbildung betrieben wird. Kehren die Absolventen an den täglichen Arbeitsplatz zurück, so sehen sie oft keine Möglichkeit, das hohe theoretische Wissen in die Praxis umzusetzen. Ob mit – ich zitiere aus den Kursprospekten der Kaderschule – «Körpererfahrung in der Krankenpflegeausbildung», ob mit «Transaktionsanalysen», mit «Konfliktbehandlung» der Personalnot in den Spitälern beizukommen ist, möchten wir bezweifeln. Interessant ist auch, dass im rotkreuzeigenen Lindenhofspital im vergangenen Jahr die Personalnot ganz besonders hoch und wegen Schliessung einzelner Abteilungen die Bettenbelegung besonders niedrig und das Defizit entsprechend beachtlich war. Es dürfte nicht umsonst sein, sich diese Tatsachen auch im Zusammenhang mit der Kostenexplosion im Gesundheitswesen vor Augen zu halten und sich überall – auch beim Roten Kreuz – auf das Verhältnismässige zu besinnen.

Anerkennen möchten wir an dieser Stelle die Anstrengungen der Sanitätsdirektorenkonferenz, die mit der Vereinbarung aus dem Jahre 1976 einen gewichtigen und einigermaßen Erfolg versprechenden Schritt zur Einflussnahme getan hat.

Die Kommission empfiehlt Ihnen, der Verlängerung der Subventionen und damit dem Beschluss, wie ihn der Bundesrat vorgelegt hat, zuzustimmen.

Präsidentin: Es folgen nun die Fraktionssprecher. Die liberale Fraktion teilt mit, dass sie die Vorlage unterstützt, aber auf das Wort verzichtet, um Zeit zu sparen.

Mme Christinat: Il va de soi que le groupe socialiste souscrit entièrement au message du Conseil fédéral qui propose d'accorder des subventions aux écoles de personnel soignant.

Je voudrais, à titre personnel, profiter de ce débat pour demander au Conseil fédéral d'étudier l'éventualité d'une aide financière à une autre école paramédicale qui remplit un rôle important de formation, je veux parler de l'école de sages-femmes de Genève. J'exprime ce vœu pour différentes raisons. Tout d'abord, parce que l'expiration de la validité de l'arrêté sur les écoles de personnel soignant à la fin de 1983 m'incite à penser que le moment est particulièrement bien choisi pour envisager de faire bénéficier d'autres écoles de l'aide de la Confédération, dans l'attente de la répartition définitive des tâches entre la Confédération et les cantons.

Lors de la procédure de consultation précédant le dépôt du message introduisant, en 1971, ces mêmes subventions aux écoles de personnel soignant, une réponse suggérait déjà d'étendre cette aide à d'autres catégories de personnel paramédical telles que les écoles de sages-femmes ou les aides hospitalières. Je n'innove donc pas.

Au cours de ces dernières années, la formation et, par voie de conséquence, la profession de sage-femme, a failli disparaître à Genève. Il aura fallu toute la ténacité des cadres de l'école et la passion de la profession de celles qui l'exercent pour la sauver. Une des raisons, sinon la principale, de l'arrêt de l'activité de l'école était justement le coût des cours, entièrement supporté à l'époque par l'hôpital cantonal universitaire de Genève. Depuis, une nouvelle structure a été mise en place, et c'est le Département de l'instruction publique qui a pris l'école en charge. Toutefois, pour le canton de Genève, rien n'est changé quant au montant de la facture qu'il doit acquitter pour cette formation. Je tiens à préciser que l'école de sages-femmes de Genève n'est pas réservée uniquement à des élèves domiciliées sur le territoire du canton, mais que d'autres peuvent venir de cantons romands et du Tessin, et retournent généralement, une fois leur formation terminée, dans leur canton d'origine. Ces derniers temps, et à plusieurs reprises, nous avons entendu dire que Genève était un canton riche. Je veux bien, mais c'est aussi un canton qui s'est toujours montré

généreux envers toutes sortes d'organismes, d'institutions de formation, d'associations de toute nature. Je sais aussi que l'on peut me rétorquer qu'un concordat intercantonal pourrait suppléer aux insuffisances ou aux absences de subventions autres que celles du canton. Je répondrai que les démarches nécessaires ont bien été entreprises, mais que les cantons qui envoient des élèves à Genève ont fait la sourde oreille, à part le Tessin qui s'est montré ouvert au dialogue, mais les choses n'ont pas été plus loin. Aujourd'hui encore, les élèves sages-femmes et leurs parents doivent supporter les charges financières pour cette formation. Or, l'évolution veut que les frais, aussi bien pour les études que pour l'apprentissage, soient supportés de moins en moins par les intéressés ou leurs familles. Les écoles de sages-femmes – j'ai surtout parlé de celle de Genève parce que je la connais mieux que les autres – doivent rentrer dans le circuit des professions paramédicales pour recevoir une aide de la Confédération. C'est un souhait raisonnable, et j'espère qu'il sera entendu d'ici l'échéance de l'arrêté que nous votons aujourd'hui.

Frau Spiess: Es ist immer schmerzlich für Betroffene, auf Subventionen zu verzichten, aber ich glaube, im Fall der Krankenpflegesschulen ist es absolut klar, dass der Bund diese «Mini»-Subventionen nicht mehr weiter entrichten kann, denn wie gesagt – Frau Ribi hat es Ihnen sehr eindrücklich vorgerechnet, welcher kleiner Betrag an die Ausbildung einer Krankenschwester oder eines Krankenpflegers dies wäre –, hier sind wirklich die Kantone, die Gemeinden und eventuell andere Gemeinschaften, zum Beispiel kirchliche Träger einer solchen Schule, angesprochen. Ich glaube, dass sich hier ein Subventionsverzicht leicht verantworten lässt, und wir haben ja auch eine gewisse Übergangszeit eingeräumt, bis die Sache völlig geregelt ist.

In diesem Fall kann ich Ihnen mit meiner Fraktion die bedingungslose Zustimmung empfehlen.

Nun die Kaderschulen. Auch hier empfehlen wir Ihnen, dem bundesrätlichen und dem ständerätlichen Beschluss zuzustimmen. Die Kaderschulen sind etwas prinzipiell anderes als die Krankenpflegesschulen. Sie sind nämlich echte eidgenössische Schulen. Es gibt deren zwei in der Schweiz, in Zürich und in Lausanne, und sie übernehmen Aufgaben für die ganze Schweiz. Jede oder fast jede Krankenschwester ist zur Weiterbildung, wenn sie nicht im Ausland geschieht oder für Abteilungsschwestern zum Beispiel bei der VESKA, auf diese beiden Schulen angewiesen. Diese beiden Schulen können aber längst nicht alle Schüler aufnehmen, die sie eigentlich aufnehmen sollten. Das hängt zum Teil – wie Frau Ribi gesagt hat – auch an den perfektionistischen Vorstellungen dieser Schulen. Aber wir brauchen diese Schulen, und es ist dringend nötig, dass wir die Bundessubvention bis 1985 verlängern, wie es Bundesrat und Ständerat vorschlagen. Ich hoffe, dass in dieser Frist das Rote Kreuz auf die wohltuenden Bitten und Wünsche der Sanitätsdirektorenkonferenz auch noch besser eintreten kann, dies in bezug auf weitere Erleichterungen, auch eventuell auf nicht allzu perfektionistische Bedingungen bei der Aufnahme und beim Kurs selber, so dass diese Schulen ihre wichtige Funktion als Ausbilder von Schulschwestern, von Oberschwestern und auch von Abteilungsschwestern noch besser als bisher ausüben können.

Im übrigen möchte ich Ihnen sagen, dass gewisse Ansätze zu einer Verbesserung bereits da sind, dass zum Beispiel die Schule in Zürich seit einem Jahr begonnen hat, einen berufsbegleitenden Kurs für Oberschwestern und Schulschwestern einzurichten, und ich glaube, in dieser Richtung wären noch sehr viele Möglichkeiten da, wobei mit Hilfe der Sanitätsdirektoren und erweiterter Konkordatsbeiträge an die Schule auch eine Ausdehnung (nicht unbedingt räumlich, aber an Personal, an Ausbilderinnen usw.) möglich sein müsste. Was die Hebammenausbildung anbetrifft, so bin ich mit Frau Christinat natürlich der Meinung, dass sie sehr wichtig ist, ich bin aber ebenso sehr der Meinung, dass sie nicht Bundessache sein kann, sondern wirklich Kantons- und Gemeindesache bleiben soll. Die Hebammen-

ausbildung soll garantiert sein, aber nicht durch den Bund subventioniert werden.

Ich danke Ihnen und bitte Sie um Zustimmung.

Weber-Schwyz: Ich möchte Ihnen ebenfalls die Zustimmung der FDP-Fraktion zu dieser Vorlage bekanntgeben. Wir können uns hier vollumfänglich den Ausführungen unserer Kommissionssprecherin, Frau Martha Ribi, anschliessen. Diese Verlängerungsfrist ist eine ideale Beobachtungsperiode, während der wir, wie es bereits ausgeführt wurde, von den leitenden Organen des SRK einige Zeichen des guten Willens erwarten. Es sind drei Anliegen zu unterstreichen. Es geht erstens um eine vermehrte Bereitschaft zur Koordination im pflegerischen Berufsbildungsbereich. Wir meinen, dass eine vermehrte Berücksichtigung der Heim- und Hauspflegeberufe erfolgen müsste. Es ist auch eine nochmalige Überprüfung des Lehr- eintrittsalters in den Pflegeberufen notwendig. Wir wissen, dass man nicht zuletzt wegen dieses Zögerns heute noch an einem Mangel in den Pflegeberufen leidet. Und letztlich erwarten wir auch, dass man die hochgesteckten, zum Teil praxisfernen Ausbildungsziele nochmals überdenkt. Wir erwarten, dass die Wünsche des Parlaments zur Kenntnis genommen werden, sonst müssten wir tatsächlich unsere Stellungnahme in diesem Berufsbildungsbereich in der kommenden Zeit überprüfen. Wir glauben, dass die autonome Stellung, die das SRK hier genießt, es wert ist, dass man sich hierüber Gedanken macht. Ich beantrage Eintreten.

Hösli: Namens der Fraktion der Schweizerischen Volkspartei beantrage ich Ihnen Eintreten auf die Vorlage und Zustimmung zum Beschlussentwurf des Bundesrates.

Wie Ihnen dargelegt worden ist, geht es darum, einen seit 1972 bestehenden Bundesbeschluss zu verlängern. Dabei sollen die Subventionen für die anerkannten Pflegeschulen in der Grössenordnung von jährlich rund 3,5 Millionen Franken noch bis Ende 1983 ausgerichtet werden, der Beitrag an die Kaderschulen des Roten Kreuzes noch bis Ende 1985. Rückblickend kann festgestellt werden, dass es sich bei diesen Subventionen um sehr nützliche Beiträge handelt. Sie sind für die Krankenpflegesschulen und die Kaderschulen weiterhin notwendig, nur soll der Bund im Rahmen der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen entlastet werden. Weitere Ausführungen hierfür finden Sie in der Botschaft des Bundesrates über erste Massnahmen zur Neuverteilung der Aufgaben zwischen Bund und Kantonen. Es wird dort festgestellt, dass das Gesundheitswesen im wesentlichen eine kantonale Aufgabe sei. Der Bund könne deshalb inskünftig auch auf Beiträge an die Ausbildung des Pflegepersonals verzichten, da diese Ausbildung Bestandteil des Gesundheitswesens sei. Die Kantone haben im Vernehmlassungsverfahren der Übernahme dieser Kosten fast einhellig zugestimmt. Vorbehalte wurden jedoch bezüglich des Zeitpunktes der Übernahme angebracht. So befasste sich auch die Schweizerische Sanitätsdirektorenkonferenz vom 29. Mai 1981 mit dieser Frage. Sie bestätigte die Richtigkeit des Grundsatzes, bezeichnete es aber als ungerrecht, wenn der Bund seine Entscheide einseitig auf eine bevorstehende Aufgabenverteilung ausrichte, bevor entsprechende Beschlüsse gefallen seien. Als Mitglied des Vorstandes der Sanitätsdirektorenkonferenz danke ich dem Bundesrat, dass er den sicher berechtigten Einwänden mit dem vorliegenden Verlängerungsantrag weitgehend Rechnung trägt.

Die Kantone und teilweise die Gemeinden haben in Zusammenarbeit mit dem Bund und vor allem mit dem Roten Kreuz bezüglich beruflicher Ausbildung des Pflegepersonals, des medizinisch-technischen und des medizinisch-therapeutischen Personals beachtliche Leistungen erbracht. Dass dabei auch etwa Reibereien und Meinungsverschiedenheiten entstanden sind, ändert am insgesamt positiven Urteil kaum etwas. Wo gearbeitet wird, gibt es auch Fehler. Nur solche, die nichts tun, können keine Fehler machen. Ich habe nun seit acht Jahren mit diesem Pro-

blem zu tun und festgestellt, dass gewisse Spannungen immer mehr abgebaut werden konnten. Insbesondere seit dem Abschluss der Vereinbarung zwischen den Kantonen und dem Schweizerischen Roten Kreuz vom Frühjahr 1976 über die Ausbildung dieses Personals kann von einer erspriesslichen und konstruktiven Zusammenarbeit gesprochen werden. In der stürmischen Entwicklung, in der sich das Gesundheitswesen befindet, werden sicher immer wieder neue Probleme auftauchen, über die man sich auseinandersetzen kann und soll. Da gilt es, auf dem Verhandlungsweg durch Vor- und Nachgeben zu beidseitig tragbaren Lösungen zu finden. Zu Ihrer Orientierung sei doch erwähnt, welche Art Ausbildung das Rote Kreuz im Auftrag der Kantone regelt und überwacht.

Grundausbildungen: diplomierte Krankenschwestern und Krankenpfleger in allgemeiner Krankenpflege, diplomierte Krankenschwestern und Krankenpfleger in psychiatrischer Krankenpflege, diplomierte Krankenschwestern und Krankenpfleger in Kinderkrankenpflege, Wochen- und Säuglingspflege, Krankenpflegerinnen und Krankenpfleger FA/SRK (das ist die praktische Krankenpflege), diplomierte medizinische Laborantinnen und Laboranten, Laboristinnen und Laboristen, diplomierte Hebammen, Diätassistentinnen und Diätassistenten. Dann Zusatzausbildungen für die diplomierten Krankenschwestern und Krankenpfleger, diplomierte Gesundheitsschwestern und Gesundheitspfleger. Für die Krankenpflegerinnen und Krankenpfleger FA/SRK, auch da gibt es eine Weiterbildungsmöglichkeit: Zusatzausbildung im Hinblick auf die Eingliederung in die Gemeindepflege, Zusatzausbildung Krankenpflege im psychiatrischen Spital. Für diplomierte medizinische Laborantinnen und Laboranten höhere Fachausbildung für medizinische Laborantinnen und Laboranten. Dazu die Kaderausbildungen Oberschwestern und Oberpfleger, Lehrerinnen und Lehrer für Krankenpflege, Stationsschwestern und Stationspfleger, Unterrichtsassistentinnen und Unterrichtsassistenten. Wie Sie sehen, umfasst diese Ausbildung ein sehr breites Spektrum.

Das Rote Kreuz wacht darüber, dass jede Art Ausbildung gewisse Minimalforderungen unbedingt erfüllt. Es kann dabei von einem gewissen Standard nicht abgehen und stösst dadurch viel an. Aber gerade die Tatsache, dass man die Anerkennung durch das Rote Kreuz sucht und verlangt, zeigt, dass diese Anerkennung gewissermassen ein Qualitätssiegel darstellt. Insbesondere den Kaderschulen ist schon angelastet worden, sie hätten sich Richtung Hochschulinstitut entwickelt, was sicher überzeichnet ist. Man müsste diese Kaderschulen eher mit dem Schweizerischen Institut für Berufspädagogik vergleichen, dem wir gerade gestern einen Kredit von über 20 Millionen Franken gesprochen haben. Wer über diese Problematik mehr wissen möchte, dem empfehle ich, den Artikel in der Maiausgabe der Zeitschrift «Krankenpflege» von Prof. Dr. Ratmann, Zofingen, der als Direktor der Höheren Pädagogischen Lehranstalt des Kantons Aargau zugleich Präsident des Schulrates der Kaderschule des Roten Kreuzes ist. Der Artikel lautet «Zur Aufgabe und Stellung der Kaderschule». Dieser vierseitige Artikel schliesst wie folgt, und das scheint mir wichtig: «Bildung hat auch die Aufgabe, Praxis zu durchleuchten, Praxis zu verändern; verantwortungsvoll aber kann dies nur geschehen, wenn diese Durchleuchtung, diese Veränderung in Kenntnis der Sache und der Sachzusammenhänge geschieht. Dies bedingt wiederum eine fundierte, anspruchsvolle, auf Verstehen ausgerichtete Bildung. Und gerade in der Bildungsarbeit für die Krankenpflege, d. h. im ärztlichen und im pflegerischen Bereich, die beide so komplex geworden sind, muss das Kader gut ausgebildet werden, ein tragfähiges Fundament erhalten. Eine solche Ausbildung kommt nicht nur dem Patienten, sondern auch den Institutionen zugute.» Dazu möchte ich nun ergänzen, dass unser Kollege Oester meines Wissens auch an dieser Schule Dozent ist.

Ich wiederhole, dass es sich auf allen Stufen dieser Ausbildungsgänge, bei allen Ausbildungsstätten, um sinnvoll angewandte Geldmittel handelt. Es ist grundsätzlich noch

zu ergänzen, dass natürlich der Bund bis jetzt nicht nur Beiträge geleistet, sondern auch profitiert hat und letzteres weiterhin tun wird. Ich erinnere vor allem an den koordinierten Sanitätsdienst. Es sei auch daran erinnert, dass die Aufgabenteilung (an dritter Stelle ein F wie Föderalismus) nicht zur blossen Ausgabenteilung (an dritter Stelle ein S wie Subvention) werden darf. Wenn die Kantone vermehrt Lasten übernehmen sollen, möchten sie vermehrt Einfluss auf das Geschehen erhalten.

Gestatten Sie mir noch einige Worte zu den gefallenem Voten. Der lange Weg der FA/SRK, den Frau Ribl erwähnte, war gar nicht so übertrieben lang, denn 1959 legte die VESKA den Kantonen einen Richtlinienentwurf vor, und bereits zweieinhalb Jahre später hatten wir die entsprechenden Vorlagen des Roten Kreuzes. Überhaupt glaube ich doch, kann festgestellt werden, dass früher jahrzehntelang das Rote Kreuz aus eigener Initiative, auf eigene Kosten für die Ausbildung der Krankenpflegeberufe viel getan hat.

Noch ein letztes Wort zum Eintrittsalter: Es wird immer wieder angezogen, die Altersgrenze von 18 Jahren sei zu hoch. Ich erinnere daran, dass früher das Mindestalter 20 Jahre war. Man ist dann auf 18 Jahre zurückgegangen, und die Schulen haben die Möglichkeit, in Ausnahmefällen noch etwas weiter zurückzugehen. Bei Diskussionen mit Leuten, die mit diesem Problem zu tun haben, stelle ich immer wieder fest: Je näher die Gesprächspartner an der Front sind, desto skeptischer sind sie gegenüber einer weiteren Herabsetzung des Alters. Ich will damit nicht sagen, ich sei 100-prozentig dagegen, aber ich glaube, eine gewisse Vorsicht bei der Herabsetzung dieser Altersgrenze ist am Platz.

Günter: Namens der unabhängigen und evangelischen Fraktion möchte ich Ihnen ebenfalls Eintreten auf das Geschäft empfehlen. Wir sind der Auffassung, dass im Bereiche der Krankenpflegesschulen und der Kaderausbildung Grosses geleistet wird und dass es wichtig ist, dass der Bund diese im Prinzip halbprivate Ausbildungsmöglichkeit unterstützt. Wenn wir die Qualität ansehen, die dort «produziert» wird, können wir sagen, dass wir mit den Resultaten sehr zufrieden sein können; man könnte sie kaum verbessern.

Ich gestatte mir, meiner persönlichen Skepsis Ausdruck zu geben, ob es gelingen wird, bis zum 31. Dezember 1983 eine Lösung zu finden; vermutlich wird die Zeitdauer nicht ausreichen. Ich möchte den Bundesrat schon jetzt ersuchen, in diesem Falle den Beschluss zur Unterstützung an die Krankenpflegesschulen dann weiter zu verlängern. Wenn wir hier eine forcierte Kantonalisierung betreiben – wenn sie organisch kommt, soll es mir recht sein –, besteht die Gefahr, dass wir etwas sehr Wertvolles, das wir jetzt besitzen, zerstören. In noch viel grösserem Ausmass gilt das für die Kaderschulen. Es sind zum Teil vorhin kritische Worte gefallen oder Andeutungen erfolgt über die Kaderausbildung. Ich möchte einfach betonen, dass von den Spitalern aus gesehen die Kaderausbildung etwas enorm Wichtiges ist. Die Kader bei den Schwestern und Pflegestellen sind das Rückgrat unserer Spitäler, die Konstanz in der grossen Fluktuation, die herrscht. Ich glaube, dass daher die Kaderschulung eine Sache ist, die schweizerisch erfolgen muss. Das Problem des Eintrittsalters ist alt. Ich möchte jedoch darauf hinweisen, dass, wenn man das Alter senkt, nicht sicher ist, ob die Mädchen und jungen Männer die psychische Belastung durchstehen werden. Es geht nicht um eine körperliche, sondern um eine geistige Belastung in den Spitalern. Man wird dort doch mit vielen Problemen konfrontiert, insbesondere nach der Ausbildung, wenn die Krankenschwester oder der Krankenpfleger eine grosse Verantwortung auf den Stationen übernehmen muss; das Problem beginnt meist erst dort. Schon heute sagen uns viele Junge, dass sie sich nach der Diplomierung auf den Abteilungen überfordert fühlen. Ich befürchte, wenn man das Alter reduziert, könnte dieses Problem noch zunehmen. Auf der anderen Seite ist zuzugeben, dass eines unserer grössten Probleme die schlechte Konstanz im Beruf ist. Das

hängt unter anderem damit zusammen, dass glücklicherweise oder leider – man weiss nie, was man sagen soll – die Krankenschwestern in der Regel weggeheiratet werden, kaum dass sie diplomiert sind. Wie gesagt: es ist einerseits erfreulich; man kann nicht viel dagegen tun. Das ist wahrscheinlich das Hauptproblem in den Spitälern und der Hauptgrund, weshalb die Berufskonstanz so schlecht ist. Ich möchte an dieser Stelle betonen, dass wir dem Roten Kreuz dankbar sein müssen für die Arbeit, die es geleistet hat, und den Bund ersuchen, seine Unterstützung weiterzuführen. Wir beantragen Eintreten auf die Vorlage und hoffen, dass auch die Unterstützung weitergeführt werden kann, wenn sich im gesetzten engen zeitlichen Rahmen die Probleme nicht sollten lösen lassen.

Mme Spreng: Nous manquons cruellement d'infirmières suisses. Le projet d'arrêté que nous traitons aujourd'hui entraîne deux conséquences. La première touche les écoles d'infirmières cantonales, dont les frais d'exploitation devraient, dès fin 1983, incomber aux cantons, écoles sacrifiées au principe de la répartition des tâches. La seconde est la limitation en 1985 des subventions aux écoles d'enseignement supérieur de nos cadres infirmiers.

Pour limiter, voire supprimer ces subventions, le Conseil fédéral s'appuie sur l'illusion d'un nombre actuellement suffisant d'infirmières. Il est vrai que le nombre actuel des diplômées a doublé depuis 1963 mais le besoin d'infirmières a augmenté beaucoup plus rapidement. Les possibilités modernes de sauver des malades grâce à des opérations très délicates – je pense au cœur, au cerveau, au système vasculaire – exigent un personnel de premier ordre en très grand nombre.

Aux soins intensifs, le malade est surveillé 24 heures sur 24. Chacun peut avoir besoin d'infirmiers; en 1980, un Suisse sur sept a fait un séjour dans un hôpital. En dehors des hôpitaux, le nombre indispensable d'infirmières s'élève rapidement à la faveur de l'actuelle prise de conscience de la nécessité de la prévention (les soins à domicile, la surveillance des nourrissons, les policliniques, les soins aux personnes âgées).

On nous dit qu'il y a assez d'élèves. Cela ne veut pas dire qu'il y a assez d'infirmières. Cela veut dire qu'il n'y a pas assez de places dans les écoles.

En diminuant, puis en supprimant les subventions fédérales, nous empêchons le développement indispensable des écoles. Il serait beaucoup plus efficace de demander à la Croix-Rouge responsable de les agrandir, d'accepter éventuellement les élèves âgées de 17 ans au lieu de les perdre quand elles persistent dans une autre profession choisie en attendant. Cela serait facilité par l'introduction d'une première année purement théorique.

Les possibilités de stage sont aussi nettement insuffisantes. La situation d'engagement d'infirmières est actuellement plus catastrophique que jamais. Si les hôpitaux cantonaux possédant leur propre école arrivent à surmonter les difficultés grâce à l'afflux de nombreuses infirmières étrangères, la pénurie se fait sentir cruellement dans les hôpitaux de district et les nombreuses cliniques privées, fondations et autres, qui ne touchent souvent aucune aide financière des pouvoirs publics et souffrent d'un contingentement des travailleurs étrangers.

Les infirmières étrangères, si capables soient-elles, ne peuvent enseigner aux stagiaires. Beaucoup de petits hôpitaux ne peuvent donc former des élèves, d'où insuffisance des possibilités de formation. Des services entiers sont fermés faute d'infirmières.

S'il fallait fermer des cliniques, l'Etat devrait envisager de nouvelles constructions à des prix très élevés. D'autre part, la qualité des soins dépend du niveau de formation. L'Ecole supérieure d'enseignement infirmier, avec deux centres à Lausanne et à Zurich, est le type d'une école fédérale. Je la comparerai à l'Ecole polytechnique ou plutôt à l'Institut de pédagogie, pour lequel nous avons, hier, voté une subvention de 20 millions. Il est impossible pour de nombreux petits hôpitaux de trouver une infirmière-chef. Nous n'en

avons pas. Regardez les insertions innombrables dans les journaux spécialisés. L'envoi à l'Ecole de cadres d'une personne capable par son hôpital n'est pas supportable financièrement, d'autant plus que les plans d'études empêchent la formation à temps partiel.

Nous nous trouvons donc dans un cercle vicieux: l'insuffisance de cadres entraîne l'insuffisance du nombre des places de stage, d'où le manque d'infirmières suffisamment formées. Il faut donc soutenir et développer l'Ecole de cadres. Pour cela, elle doit pouvoir compter sur l'appui de la Confédération.

Je vous propose donc sans plaisir d'approuver le présent arrêté, en demandant au Conseil fédéral d'envisager pour l'avenir un développement de l'Ecole de cadres et non un frein financier.

Landolt: Möglicherweise haben wir hier und heute für längere Zeit zum letzten Mal Gelegenheit, um unsere Wünsche und Kritik in bezug auf die Ausbildung der Krankenpflegeberufe sowie den Unterricht an den Krankenpflegeschulen und die Weiterbildung der Kader an den beiden Lehrerinnenschulen des Schweizerischen Roten Kreuzes anzubringen; denn nach dem Auslaufen der Bundesbeiträge an diese Schulen werden die Kantone wegen ihrer Beiträge direkt Einfluss nehmen müssen auf die sich in ihrem Bereich befindlichen Krankenpflegeschulen.

Es wäre aber falsch und absolut nicht zu verantworten, wenn zukünftig die Ausbildung, die Anforderungen und das Wissen des Krankenpflegepersonals föderalistisch gehandhabt, d. h. von Schule zu Schule und sozusagen von Kanton zu Kanton verschieden geregelt, würden. Ich meine damit, dass die beiden Kaderschulen des SRK unbedingt unterstützt werden müssen. Es muss alles unternommen werden, dass in den verbleibenden Bundesbeitragsjahren, d. h. bis 1985, ein Weg gefunden wird, auf dem diese Subventionen ersetzt werden können. Diese beiden Schulen allein garantieren einen für die ganze Schweiz gültigen Ausbildungsstandard für die Krankenpflegeschulen. Auf diese gute Ausbildung und damit gleiche Höhe des Wissens sind wir allein schon wegen des grossen Stellenwechsels des diplomierten Pflegepersonals angewiesen.

So sind die Bedingungen und die Ausbildungsvorschriften des SRK von ausschlaggebender Bedeutung. Das will nun aber nicht heissen, dass die Aufnahmebedingungen beispielsweise an die Krankenpflegeschulen ein für allemal ein Tabu sind; diese müssen sicher wieder überdacht werden. Zudem ist insbesondere – wie es bereits erwähnt wurde – zu berücksichtigen, dass das Pflegepersonal keine Ausbildung zu einem Miniarzt benötigt. Es müssen keine hohen intellektuellen Kenntnisse angehäuft werden, sondern es geht vielmehr darum, den Sinn fürs Praktische und den Verstand sowie die Entwicklung zur Verantwortung zu fördern. Es stellt sich damit die Frage, ob die Vorschriften des SRK solchen Forderungen gerecht werden oder ob nicht doch die Ausbildungsnormen und das Berufsprofil durch das BIGA festgelegt werden sollten. Ich bin persönlich davon überzeugt, dass die Normierung und die Festlegung der Anforderungen durch das SRK am richtigen Ort getätigt werden. Die Ansichten der Kommission für die Ausbildungsnormen des SRK entsprechen den heutigen modernen Forderungen. Die Behauptung, dass alte Tanten über die Ausbildung an den Kaderschulen und Krankenpflegeschulen wachen, gehört der Vergangenheit an. Das hat auch Frau Ribl bereits in ihrem Votum trotz ihrer harten, aber objektiven Kritik zugegeben. Und insbesondere Herr Hösli hat uns eindrücklich gezeigt, wie es heute um die Ausbildungsnormen des SRK steht. Wenn die kantonalen Gesundheitsdirektoren und der Vertreter des Bundesrates ihren Einfluss in den zuständigen Gremien des SRK mit Nachdruck geltend machen, wird die Ausbildung des Krankenpflegepersonals wie auch deren Kader den heutigen Berufsanforderungen entsprechend gestaltet werden.

Ich bitte Herrn Bundesrat Hürlimann, seinerseits seinen Delegierten und Direktor des Bundesamts für Gesundheit

entsprechend zu informieren und ihm die notwendigen Direktiven zu geben.

Ich bitte Sie, dem Antrag unserer Kommission zuzustimmen.

Robbiani: Il mio è un «sì, ma». Vorrei dare con questo «ma» ridondanza, nella mia lingua, agli accenti critici formulati dai relatori de Chastonay e Ribì e dai colleghi che mi hanno preceduto alla tribuna, i colleghi Spreng e Landolt in particolare.

La scuola infermieristica della Croce Rossa è una benemerita, anche se durante la discussione in commissione e durante il dibattito qui, in sala, è emerso qualche dubbio sul taglio che dovrebbe avere questa scuola: alta specializzazione o formazione di base? C'è bisogno di personale infermieristico in tutto il paese e specialmente nei cantoni periferici, non soltanto nei cantoni con cliniche universitarie. Non credo, contrariamente a quanto ha affermato la collega Spiess, che il personale infermieristico religioso possa ancora corrispondere ai bisogni di una tecnologia medica e ospedaliera molto avanzata e alle esigenze di assistenza psicologica agli ammalati di cui parlava il collega Günter.

Comunque, le scuole della Croce Rossa svizzera di Losanna e di Zurigo hanno o dovrebbero avere un carattere elvetico, nazionale. Non è sempre il caso. Non ci sono per esempio ticinesi o svizzero-italiani nei quadri dirigenti e nel consiglio della scuola. Abbiamo esaminato, gentilmente messo a disposizione dai servizi dell'onorevole Hürlimann, il programma '82 e '81 della scuola della Croce Rossa di Zurigo. Vengono organizzati dei corsi in inglese, ed è giusto che lo si faccia, ma dimenticando dei corsi per esempio in italiano. Gli esami di ammissione sono in francese e in tedesco. Come diceva la collega Spiess, forse si eccede nel perfezionismo. Per questo, ci sono in Ticino soltanto tre capi-infermiere e monitori che hanno potuto seguire queste scuole. Negli ultimi cinque anni soltanto una candidata ticinese si è annunciata, ogni anno, per questa scuola. Le brave suore non ci sono più in Ticino, la formazione e l'aggiornamento professionale sono difficili, dobbiamo ricorrere a personale straniero, che spesso non ha neppure le conoscenze linguistiche per poter seguire i corsi della scuola della Croce Rossa. Pertanto, signor Consigliere federale, nell'attesa della ripartizione dei compiti fra la Confederazione e il Cantone, ripartizione dei compiti che, con la scusa del federalismo, non dovrebbe risolversi in smantellamento di quella che ritengo una benemerita, e lo sottolineo, nell'attesa della ripartizione dei compiti e approfittando del rinnovo dei sussidi, bisogna fare in modo che la scuola infermieristica della Croce Rossa sia al servizio di tutto il Paese e specialmente delle regioni ammalate in questo settore, le regioni che hanno bisogno di personale ospedaliero formato e qualificato, costantemente.

Bundesrat Hürlimann: Lassen Sie mich zunächst Herrn de Chastonay und Frau Ribì für ihre Referate danken. Sie haben die Beratungen der Kommission, deren Mitglieder ich ebenfalls meine Anerkennung ausspreche, richtig wiedergegeben.

Die Gründe für die Verlängerung dieses Beschlusses – im einen Fall bis 1983, im anderen Fall bis 1985 – wurden durch die Referenten Ihrer Kommission, aber auch die Sprecher der Fraktionen und die Einzelvotanten erwähnt. Die Verlängerung erfolgt im Einvernehmen mit den Kantonen. Und damit ist eigentlich das Stichwort für diese Vorlage gegeben. Wir haben mit Rücksicht auf die Situation, dass die Aufgabenverteilung noch länger dauert, dem Gesuch der Sanitätsdirektorenkonferenz entsprochen und hier noch einmal eine entsprechende Fristverlängerung gewährt. Ich muss aber bei dieser Gelegenheit, weil ich gesagt habe, das Stichwort sei letztlich hier mit dem Begriff unserer Kantone gegeben, auf einen typischen und institutionell festgelegten Unterschied hinweisen, vor allem bezüglich Ausbildung der im Krankenwesen – vor allem in den Spitälern – tätigen Personen.

Der Bund – Sie haben kürzlich die Aufgabe gehabt, ent-

sprechende Verordnungen zu genehmigen – ist kompetent für die Anforderungen, die er zu stellen hat, damit ein Arzt, ein Zahnarzt, ein Tierarzt oder ein Apotheker das sogenannte eidgenössische Diplom erhält, dies aufgrund des sogenannten Freizügigkeitsgesetzes aus dem letzten Jahrhundert. Der Bund trägt diese Verantwortung für die Ausbildung zusammen mit den in kantonaler Verantwortung befindlichen Universitäten; der Bund verfügt bekanntlich über keine Universität, die Medizinalpersonen ausbilden könnte. Aber die Anforderungen für die Examina bei den Medizinalpersonen werden durch den Bund festgelegt. Anders ist es in bezug auf das medizinische Hilfspersonal (Pflegerinnen, Krankenpfleger, Krankenschwestern, Kinderpflegerinnen usw.), alle jene sogenannten paramedizinischen Berufe, auch die Hebammen, Madame Christinat. Das ist eine Kompetenz der Kantone. Wenn Sie die kantonalen Gesundheitsgesetze konsultieren, dann stellen Sie in jedem Gesundheitsgesetz fest, wie gross die Verantwortung ist, welche die Kantone in bezug auf die Ausbildung dieser Kräfte, die eben nicht zu dem sogenannten Medizinalpersonal gehören, übernehmen. Es war eine Ausnahme, als der Bund im Jahre 1962 – dann verlängert 1969 und 1972 und jetzt wieder im Jahre 1982 – sich im Sinne seines Auftrages in diesem Förderativstaat eingeschaltet hat, um mitzuhelfen, die Rekrutierungsprobleme, die man vor allem bei den Pflegerinnenschulen hatte, abzubauen. Es ist zu unterscheiden zwischen den Krankenpflegeschulen und der Kaderschule des Roten Kreuzes. Hier setzt eigentlich ein Interesse des Bundes aus den Gründen ein, die auch Herr Landolt vorhin dargelegt hat; natürlich sind auch die Kantone daran interessiert, mit Rücksicht auf eine koordinierte Ausbildung. Ich nehme hier das Stichwort von Herrn Weber auf. Aber die Verantwortung für diese Ausbildung tragen die Kantone. Nicht jeder Kanton kann dies allein tun. Herr Robbiani hat in dieser Hinsicht völlig recht. Deshalb haben sich die Sanitätsdirektoren gerade in diesem Bereich zusammengeschlossen und gemeinsam mit dem Roten Kreuz eine entsprechende Vereinbarung abgeschlossen. Herr de Chastonay hat sie erwähnt; diese stammt aus dem Jahre 1976, und sie betont, dass auf die unterschiedlichen Bedürfnisse der einzelnen Kantone – ich würde die sprachlichen Unterschiede miteinbeziehen – Rücksicht zu nehmen sei.

Der Bund kann in bezug auf die Ausbildung von Hebammen und anderen medizinischen Hilfsberufen mit Rücksicht auf die Verantwortung der Kantone im Gesundheitswesen nicht zusätzliche Verantwortung übernehmen. Hier muss ich Frau Christinat und Frau Spiess die entsprechende Antwort geben, und Frau Spiess hat es bereits in dieser Hinsicht ausgeführt. Ich glaube, die Mitglieder der Sanitätsdirektorenkonferenz (SDK) – Herr Hösli gehört dieser Konferenz ebenfalls an –, auch die Vertreter meines Departementes in der SDK, die Herren Direktor Frey und stv. Direktor Dr. Naef, werden diese Anliegen zur Kenntnis nehmen; aber die Verantwortung – das muss ich noch einmal betonen – trägt nicht der Bund. Wir haben es aufgrund verschiedener Vorstösse aus Ihrem Rat schon mehrmals abgelehnt, das letzte Mal mit der Beratung des Berufsbildungsgesetzes, dass diese Ausbildung etwa unter der Regie des Bundes erfolgen soll; diese Verantwortung der Kantone im Gesundheitswesen wird vor allem auch mit Blick auf die Aufgabenteilung weiterhin so belassen werden müssen.

Wenn ich nun eine Bemerkung in bezug auf das Eintrittsalter machen darf, so wird auch hier die Sanitätsdirektorenkonferenz – zusammen mit den Spitälern, den Kaderschulen und in Verbindung mit dem Roten Kreuz – sich diese Frage überlegen müssen. Ich würde lediglich im Sinne des Votums von Herrn Weber festhalten: Wenn man dann schon glaubt, man könne erst mit 17 oder 18 Jahren in eine Pflegerinnenschule eintreten, dann sollte man auch die entsprechenden Konsequenzen ziehen und nicht 16jährige Mädchen bereits auf die Abteilungen schicken und sie ohne entsprechende Betreuung dort arbeiten lassen, wie das in der Schule tatsächlich gelegentlich der Fall ist. Also hier stellen sich dann schon auch entsprechende Konsequenz-

probleme, wenn man in bezug auf die Frage des Alters hier diese Problematik in der integralen Auswirkung sieht. Darf ich damit zusammenfassen: Ich danke Ihnen, dass Sie geschlossen – mit dem Ständerat – dieser Verlängerung zustimmen. Die Wünsche werden wir – soweit wir in diesen Gremien vertreten sind – seitens des Departementes entgegennehmen. Es gibt aber genügend kompetente Vertreter in diesem Rat, die aufgrund ihrer Beziehungen, vor allem auch zum Roten Kreuz, diese Wünsche entsprechend weiterleiten können. Dass hier das Rote Kreuz sicher ein Verdienst in bezug auf die Ausbildung in den Pflegerinnen-schulen hat – es wurde auch nicht bestritten –, möchte ich aus der Sicht des Bundesrates ebenfalls dankbar anerkennen. Ich beantrage Ihnen Eintreten und Zustimmung zur Vorlage.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress – Titre et préambule

Angenommen – Adopté

Ziff. I und II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Ch. I et II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 104 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

81.446

Motion der freisinnig-demokratischen Fraktion

Ausgleich der Folgen der kalten Progression

Motion du groupe radical-démocratique

Compensation des effets

de la progression à froid

81.449

Motion Chopard

Ausgleich der Folgen der kalten Progression

Compensation des effets

de la progression à froid

81.462

Motion der unabhängigen und evangelischen Fraktion

Ausgleich der kalten Progression

Motion du groupe indépendant et évangélique

Compensation des effets

de la progression à froid

Absatz 6 der Bundesverfassung Ausführungsbestimmungen vorzulegen, mit welchen der verfassungsrechtlichen Pflicht zum periodischen Ausgleich der Folgen der kalten Progression für die Steuer vom Einkommen der natürlichen Personen Nachachtung verschafft wird. -

Texte de la motion du groupe radical-démocratique du 21 septembre 1981

Le Conseil fédéral est chargé de présenter aux Chambres fédérales des dispositions d'exécution en application de l'article 41^{ter}, 5^e alinéa, dernière phrase, et de l'alinéa 6 de la constitution fédérale, afin que soit respectée l'obligation constitutionnelle de compenser périodiquement les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant le revenu des personnes physiques.

Sprecher – Porte-parole: Kohler Raoul

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Artikel 41ter Absatz 5 Litera c der Bundesverfassung lautet: «Die Folgen der kalten Progression für die Steuer vom Einkommen der natürlichen Personen sind periodisch auszugleichen.» Im Rahmen der geltenden Bundesfinanzordnung wurde diesem 1971 angenommenen Verfassungsartikel nur teilweise nachgekommen: Für die 17. Periode (1973/74) erfolgte ein vollständiger Ausgleich der Folgen der kalten Progression, für die folgende Periode noch ein teilweiser und seither überhaupt kein Ausgleich mehr.

Durch diesen Verzicht auf einen Ausgleich gelangt der Bund zu jährlichen Mehreinnahmen in der Grössenordnung von 800 Millionen Franken, die als solche nie beschlossen worden sind. Der Fiskus fordert damit vom Steuerzahler mehr an Abgaben, als ihm nach dem Willen des Gesetzgebers zustehen würde. De facto handelt es sich also um eine kontinuierliche Steuererhöhung. Selbst die neue Bundesfinanzordnung bringt lediglich einen minimalen Ausgleich.

Das Ausmass der realen Mehrbelastung durch die kalte Progression hängt von verschiedenen Faktoren ab: Einerseits von der Höhe und Dauer der Inflation und andererseits von der Ausgestaltung des progressiven Teils in den Belastungskurven der einzelnen Steuern. Dazu kommt, dass die kalte Progression die unteren Einkommensschichten relativ hart trifft und dass vor allem der Mittelstand zu ihren Hauptopfern zählt. Durch die Verzerrung der ursprünglich vom Gesetzgeber festgesetzten Progressionsskala werden bisher nicht steuerpflichtige Personen mit niedrigen Einkommen ohne Anhebung der Abzüge steuerpflichtig (wenn auch frankenmässig geringfügig). Zudem rutschen die mittleren Einkommen auf der Progressionsskala massiv aufwärts; sie werden denn auch am stärksten betroffen. Sehr hohe Einkommen wiederum sind weniger tangiert, da sie bereits vorher dem höchsten Progressionssatz unterlagen. Mit dem Verzicht auf den Ausgleich der kalten Progression werden die vertikale Steuergerechtigkeit unterhöhlt und Einkommensumverteilungseffekte ausgelöst.

Der Vorwurf lässt sich nicht ausräumen, dass in den letzten zehn Jahren dem Verfassungsauftrag nicht oder nur unzulänglich und fragmentarisch nachgekommen wurde. Obwohl der Wehrsteuerartikel in der Bundesverfassung unmissverständlich ist, sind weder Bundesrat noch Parlament bislang der ihnen von Volk und Ständen auferlegten Verpflichtung nachgekommen. Die Verfassungsbestimmung enthält zudem keine politische Verhandlungsmarge und ist deshalb auch nicht kompromissfähig. Vielmehr erteilt sie einen unzweideutigen Auftrag, der bisher nicht erfüllt wurde, weshalb die Frage der Rechtsstaatlichkeit gestellt werden muss. Es erhöht die Glaubwürdigkeit von Landesregierung und Parlament nicht, wenn diese ihnen übertragene Aufgaben nicht oder nur teilweise erfüllen, auch wenn zugestanden werden muss, dass der Wille zum Ausgleich der Folgen der kalten Progression in den beiden verworfenen Mehrwertsteuervorlagen seinen Niederschlag fand. Die beiden Volks-Nein dürfen aber nicht als Absage an den Ausgleich der kalten Progression interpretiert werden.

Wortlaut der Motion der freisinnig-demokratischen Fraktion vom 21. September 1981

Der Bundesrat wird eingeladen, den eidgenössischen Räten in Anwendung von Artikel 41ter Absatz 5 letzter Satz und

Krankenpflegeschulen. Bundesbeitrag

Ecoles de personnel soignant. Subventions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1982
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	81.077
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.06.1982 - 08:00
Date	
Data	
Seite	913-919
Page	
Pagina	
Ref. No	20 010 538

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.